

AR Prefecture

083-218301075-20230210-ARR202396-AR  
Reçu le 10/02/2023



Les Issambres - Le Village - La Bouverie  
**ROQUEBRUNE**  
SUR ARGENS

VILLE  
DE  
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS

**ARRETE MUNICIPAL**

**N° 2023 / 96**

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT  
- SAMBRA AND CO**

**Jean CAYRON**, Maire de la Commune de ROQUEBRUNE SUR ARGENS,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-21, L 2122-22, L 2212-2, L 2213-6,  
VU le Code de la propriété des personnes publique et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants, L 2122-2, L 2122-3, L 2125-1, L 2125-4 et L 2125-5,  
VU l'article 34 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin 2 »,  
VU l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques,  
VU l'article L 113-2 du Code de la Voirie Routière,  
VU la décision municipale n° 2023/07 en date du 6 janvier 2023, portant fixation des tarifs des droits et taxes relatifs à l'occupation du domaine public communal,  
VU la demande formulée par l'**association SAMBRA AND CO** représentée par sa Présidente Mme POULIGNIER Aurélie siégeant 209 avenue des Pins Parasols 83380 LES ISSAMBRES et constituée par des parents d'élèves de l'école élémentaire des Issambres sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public pour l'organisation d'une vente de crêpes et de boissons le 10 février 2023 de 16 heures 30 à 19 heures 30 sur l'esplanade de la salle Robert Manuel sise RD 559 quartier des Issambres dont tous les bénéfices seront consacrés à l'organisation de sorties scolaires ou de manifestations organisées par l'école (kermesse, carnaval,...),  
**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de délivrer au bénéficiaire une autorisation d'occuper le domaine public afin qu'il puisse y exercer son activité et que cette occupation temporaire du domaine public communal n'entravera pas la circulation et ne sera pas de nature à porter atteinte à l'ordre public,  
**CONSIDERANT** le caractère associatif (loi 1901) de cette manifestation et son objet d'intérêt public non lucratif qui doit permettre à l'**association SAMBRA AND CO** de réaliser cette manifestation,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Une autorisation d'occuper le domaine public communal est accordée à l'**association SAMBRA AND CO** représentée par sa Présidente Mme Poulignier Aurélie siégeant 209 avenue des Pins Parasols 83380 LES ISSAMBRES et constituée par des parents d'élèves de l'école élémentaire des Issambres sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public pour l'organisation d'une vente de crêpes et de boissons le 10 février 2023 de 16 heures 30 à 19 heures 30 sur l'esplanade de la salle Robert Manuel sise RD 559 quartier des Issambres dont tous les bénéfices seront consacrés à l'organisation de sorties scolaires ou de manifestations organisées par l'école (kermesse, carnaval,...).

AR Prefecture

083-218301075-20230210-ARR202396-AR  
Reçu le 10/02/2023

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation d'occuper le domaine public communal, strictement personnelle et incessible, est accordée à titre précaire et révocable. Elle ne dispense pas de l'obtention d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable. Elle pourra être retirée à tout moment sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité. Elle est délivrée à charge pour lui de se conformer aux dispositions du code de la voirie routière et aux conditions spéciales énoncées ci-après : tout changement d'exploitant, d'enseigne commerciale, de raison sociale ou de gérant entraîne la caducité du présent arrêté et oblige le nouvel exploitant à solliciter en Mairie, par écrit, la délivrance d'une nouvelle autorisation d'occuper le domaine public communal.

**ARTICLE 3 :** Le bénéficiaire devra laisser en permanence le libre accès à tout ouvrage existant sur le domaine public ou tout passage vers une propriété privée et d'assurer du respect un cheminement piétonnier de 1.40 ml sans obstacle.

**ARTICLE 4 :** Lorsque la Ville devra procéder à des travaux, quelle qu'en soit la nature, le bénéficiaire sera tenu de libérer momentanément les lieux sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

**ARTICLE 5 :** Compte-tenu du caractère associatif (loi 1901) de cette manifestation et son objet d'intérêt public non lucratif, la présente autorisation d'occupation du domaine public communal à l'association SAMBRA AND CO est accordée à titre gracieux afin de réaliser cette manifestation.

**ARTICLE 6 :** Le bénéficiaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation que sous réserve qu'il soit en règle au regard des lois et règlements qui régissent l'exercice de son activité et qu'il respecte scrupuleusement les termes du présent arrêté. Le demandeur s'engage également à se conformer aux dispositions réglementaires relatives à la vente de boissons : ainsi il est interdit au demandeur de vendre des boissons alcoolisées.

Dans le cas contraire, l'autorisation d'occuper lui sera immédiatement retirée et il devra remettre le domaine public communal dans l'état précédant son occupation.

**ARTICLE 7 :** Toute modification des conditions d'occupation du domaine public (réduction ou augmentation des surfaces, travaux à réaliser, aménagements divers, etc.) devra faire l'objet d'une demande d'autorisation écrite adressée en Mairie. Lorsque l'autorisation sera accordée, un nouvel arrêté sera établi au profit du bénéficiaire après annulation du présent titre.

**ARTICLE 8 :** En cas de cessation d'activité ou lorsqu'il ne sera plus titulaire de l'autorisation d'occuper le domaine public communal, le permissionnaire devra en aviser préalablement la Commune par écrit et, par suite remettre le domaine public dans l'état précédant son occupation.

**ARTICLE 9 :** Le bénéficiaire devra prendre toute mesure nécessaire afin que son activité ne cause aucun dommage tant au domaine public communal qu'à autrui. Il devra être couvert par une assurance responsabilité civile et sera seul responsable des accidents qui pourraient survenir par suite de la délivrance de la présente autorisation et du fait de son exploitation.

**ARTICLE 10 :** Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique. Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

**ARTICLE 11 :** Cette permission de stationnement est valable le 10 février 2023 de 16 heures 30 à 19 heures 30.

**ARTICLE 12 :** Une ampliation du présent arrêté sera transmise sans délai à M. le Préfet du Var en vue de rendre cet acte exécutoire et d'en contrôler la légalité. Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification : par un recours gracieux, par un recours contentieux devant le

**AR Prefecture**

083-218301075-20230210-ARR202396-AR  
Reçu le 10/02/2023

~~Tribunal administratif de Toulon~~ ; par la saisine de M. le Préfet du Var en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 13 :** M. le Directeur Général des Services, M. le Chef de la Police Municipale, M. le Trésorier Principal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Roquebrune-sur-Argens, le 10 FEV. 2023,

Le Maire,  
Jean CAYRON

